

MEMORIAL

Journal Officiel
 du Grand-Duché de
 Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
 des Großherzogtums
 Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 26

9 mai 2003

S o m m a i r e

Arrêté du Gouvernement en Conseil du 27 février 2003 portant nomination des membres cooptés du Conseil Supérieur du Bénévolat.	page 352
Arrêté ministériel du 4 mars 2003 portant approbation du règlement d'ordre interne du Conseil National pour Etrangers.	352
Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «Aarbechter-Ennerstëtzens-Veräin Rodange»	356
Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «Association grand-ducale des anciens militaires luxembourgeois»	356
Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation du texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de secours mutuels des sportifs»	357
Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste»	362
Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant nomination des membres du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes»	369
Administration des Contributions - Nominations	369
Entreprise des Postes et Télécommunications - Conditions Générales	370
Huissiers de justice – Démission – Vacance de poste	370
Indice des prix à la consommation au 1 ^{er} mars 2003	370
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants - Agrément	370
Santé – Art de guérir - Médecine vétérinaire	370

Arrêté du Gouvernement en Conseil du 27 février 2003 portant nomination des membres cooptés du Conseil Supérieur du Bénévolat

Le Gouvernement en Conseil,

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 27 septembre 2002 portant institution d'un Conseil Supérieur du Bénévolat;

Sur proposition de Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du Conseil Supérieur du Bénévolat par cooptation:

- Monsieur Henri AHLBORN; demeurant à Béréldange,
- Monsieur Benny BERG; demeurant à Dudelange,
- Madame Marianne BREUER; demeurant à Wiltz,
- Madame Monique HAMILIUS; demeurant à Nideranven,
- Madame Ilse HARDT; demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Pitt MERGEN; demeurant à Béréldange,
- Monsieur Joël MEYER; demeurant à Differdange,
- Monsieur Frantz - Charel MUELLER; demeurant à Schrassig,
- Madame Jacqueline ORIOLI; demeurant à Tétange,
- Madame Monique REUTER; demeurant à Heffingen,
- Monsieur Affi SCHERER; demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Jim SCHMITZ; demeurant à Oetrange,
- Madame Catherine THINNES; demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Paul THOME; demeurant à Luxembourg,
- Madame Marianne WEHENKEL; demeurant à Luxembourg.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 27 février 2003.

Les Membres du Gouvernement,

Jean-Claude Juncker

Lydie Polfer

Fernand Boden

Marie-Josée Jacobs

Erna Hennicot-Schoepges

Michel Wolter

Luc Frieden

Anne Brasseur

Charles Goerens

Carlo Wagner

François Biltgen

Eugène Berger

Joseph Schaack

Arrêté ministériel du 4 mars 2003 portant approbation du règlement d'ordre interne du Conseil National pour étrangers.

La Ministre de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse,

Vu la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers et notamment l'article 25;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le règlement d'ordre interne du Conseil National pour étrangers est approuvé et arrêté suivant son libellé voté à l'unanimité par ledit conseil en sa séance du 22 janvier 2003 et stipulé comme suit:

Règlement interne du Conseil National pour Etrangers

Sommaire

Titre 1: Organisation du CNE

- Chapitre 1: Assemblée plénière
- Chapitre 2: Bureau
- Chapitre 3: Sous-organes du CNE
- Chapitre 4: Experts
- Chapitre 5: Démission et remplacement de membres.

Titre 2: Fonctionnement du CNE

- Chapitre 6: Convocations aux réunions
- Chapitre 7: Ordre du jour
- Chapitre 8: Procédure relative aux travaux du CNE
- Chapitre 9: Vote
- Chapitre 10: Procès-verbal
- Chapitre 11: Langue de travail
- Chapitre 12: Publicité

Titre 3: Dispositions diverses

- Chapitre 13: Secrétariat
- Chapitre 14: Modification du règlement

Titre 1^{er}: Organisation du CNE

Chapitre 1: Assemblée plénière

Art. 1: Le CNE délibère en assemblée plénière. Seuls les membres effectifs ont le droit de vote. Les membres suppléants peuvent assister comme observateurs avec voix consultative, à moins qu'ils ne remplacent le membre effectif absent. En cas d'empêchement, le membre effectif doit en informer en temps utile le secrétariat, ainsi que son suppléant.

Art. 2: Le Conseil ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres titulaires sont présents ou représentés. La présence des membres du Conseil est constatée par des feuilles de présence sur lesquelles chaque membre appose sa signature. A la clôture de la séance, le président arrête par sa signature ces feuilles de présence.

Si le quorum n'est pas atteint, le président convoque par écrit une nouvelle réunion sous les 10 jours ouvrables. L'ordre du jour doit être identique à celui de la première convocation. Après la deuxième convocation, le Conseil délibère valablement quel que soit le nombre des membres titulaires ou représentés présents. Cette procédure ne s'applique pas à la modification du règlement intérieur (chapitre 14).

Chapitre 2: Bureau

Art. 3: Le Bureau prend toutes les dispositions nécessaires à la bonne marche du CNE et l'administre dans l'intervalle des réunions. Il est l'organe administratif et exécutif du CNE.

Art. 4: Le Bureau est composé de 5 membres, à savoir le président désigné, le vice-président et deux membres élus au sein du CNE, lesquels ont voix délibérative, ainsi que du secrétaire, lequel a voix consultative.

Art. 5: Un des deux membres à élire par le Conseil est désigné parmi les membres luxembourgeois, l'autre parmi les membres étrangers.

Art. 6: Le président est le représentant du CNE. Il signe au nom du CNE. Il fait exécuter les décisions du CNE et du Bureau. Il convoque les séances de l'assemblée plénière, dirige les débats, fait observer le règlement et maintient l'ordre.

Art. 7: Le vice-président supplée le président en cas d'absence.

Art. 8: Le Bureau propose l'ordre du jour des réunions du Conseil. Il fait rapport de ses travaux devant le CNE.

Art. 9: Le Bureau se réunit avec les présidents des sous-organes du CNE au moins une fois par trimestre.

Chapitre 3: Sous-organes du CNE

Art. 10: Le Conseil peut soumettre une question spécifique pour avis à une commission permanente ou ad hoc. Les Commissions permanentes ou ad hoc soumettent au Conseil leurs propositions et avis.

Chapitre 4: Experts

Art. 11: Le CNE et ses sous-organes peuvent faire appel à des personnes qui par leur formation ou leur expérience se révèlent particulièrement qualifiées pour donner un avis sur une question déterminée, dans la mesure où cela s'avère utile pour ses travaux. Ils doivent s'assurer par avance auprès du président du Conseil des possibilités de règlement des frais et honoraires.

Art. 12: Les experts peuvent être chargés soit d'élaborer une étude ou un avis, soit de présenter un exposé sur un thème précis, qui rentre dans la sphère de compétence du CNE, soit d'assister avec voix consultative à des séances de l'assemblée plénière ou de ses sous-organes.

Chapitre 5: Démission et remplacement de membres

Art. 13: Le mandat des membres étrangers élus du CNE prend fin par expiration du mandat, décès, démission volontaire ou démission d'office lorsqu'un membre acquiert la nationalité luxembourgeoise.

Art. 14: Le membre, qui sans motif a été absent à plus de trois séances consécutives, est invité par le président à présenter ses explications. A défaut d'explication valable, le CNE peut proposer la démission volontaire et le remplacement du membre défaillant.

Art. 15: Le remplacement d'un membre se fait suivant la procédure prévue à l'art 22 de la loi du 27 juillet 1993.

Titre 2: Fonctionnement du CNE

Chapitre 6: Convocation aux réunions

Art. 16: Le CNE se réunit sur convocation du président. Il doit être convoqué à la demande du Gouvernement ou à la demande de six membres effectifs ou suppléants du CNE.

Art. 17: Le Bureau fixe alors la date de la séance et propose l'ordre du jour, en tenant compte des demandes éventuelles du Ministre, voire des membres ayant sollicité la convocation.

Art. 18: Le Ministre de Tutelle ainsi que les membres suppléants du CNE sont avisés des séances de l'assemblée plénière.

Art. 19: Sauf le cas prévu par l'article 2 du règlement et sauf les cas d'urgences à apprécier par le Bureau, les convocations doivent parvenir aux intéressés au moins huit jours calendrier avant la date fixée pour la réunion.

Chapitre 7: Ordre du jour

Art. 20: Les membres du Conseil ont le droit de faire figurer des propositions à l'ordre du jour pour les sujets qu'ils veulent voir traiter en plénière. Ces propositions doivent parvenir par écrit au président du Conseil, via le secrétariat au moins 12 jours avant la séance plénière. Le Conseil fixe les priorités et ordres de délibération.

Art. 21: Le Bureau du CNE fixe l'ordre du jour des séances de l'assemblée plénière. Cet ordre du jour comprend nécessairement les questions présentées depuis la dernière réunion, soit par le Gouvernement, soit par un sous-organe du CNE ou soit par un membre du CNE.

Art. 22: Les points à l'ordre du jour sur lesquels le CNE n'a pas pu prendre de décision, doivent être portés à l'ordre du jour de la plénière suivante.

Tout point qui ne figure pas sur l'ordre du jour ne peut faire l'objet d'un débat.

Art. 23: L'ordre du jour, accompagné, dans la mesure du possible, des documents qui s'y rapportent, doit parvenir aux membres effectifs et suppléants du CNE en même temps que la convocation y afférente. Une copie de tous les documents est adressée à titre d'information au Ministre de Tutelle.

Chapitre 8: Procédure relative aux travaux du CNE

Art. 24: Le CNE, en assemblée plénière, arrête les priorités de travail sur proposition soit du Bureau ou d'un de ses sous-organes, soit d'un membre du CNE.

Art. 25: Le CNE peut mandater un de ses sous-organes ou groupes ad hoc pour mener à bien les objectifs qu'il s'est fixés en assemblée plénière.

Art. 26: Les demandes d'avis adressées au CNE par le Gouvernement sont remises au président qui en saisit incessamment le Bureau aux fins de présentation en assemblée plénière.

Art. 27: L'assemblée plénière décide si une question soumise sera examinée au sein même de l'assemblée plénière ou si elle est renvoyée à l'un de ses sous-organes. Dans le premier cas, il peut être délibéré immédiatement et le Bureau ou un des sous-organes compétents est chargé de préparer un projet d'avis. La présentation ultérieure à la plénière est suivie de la discussion sur le projet d'avis et du vote.

Dans le second cas, le sous-organe compétent soumettra par l'intermédiaire de son président ou d'un rapporteur un rapport et/ou un projet d'avis sur lesquels l'assemblée plénière sera appelée à débattre et à prendre position.

Art. 28: Au cours des discussions, la parole est donnée par le président aux orateurs suivant l'ordre des demandes. Aucun membre du CNE ne peut parler qu'après avoir demandé la parole au président et l'avoir obtenu.

Art. 29: Le président peut suspendre ou lever la séance lorsqu'il l'estime nécessaire.

Art. 30: Après la présentation d'un rapport et du projet d'avis y relatif, il est procédé à une discussion générale.

Art. 31: Les membres ont le droit de présenter des amendements aux projets d'avis soumis à la discussion. Les amendements ne sont recevables que s'ils sont rédigés et transmis au secrétariat avant l'ouverture de la séance. Le texte en sera diffusé incessamment. Toutefois, les amendements peuvent exceptionnellement être présentés en séance plénière.

Art. 32: Une fois voté, l'avis est envoyé à qui de droit avec l'entête du CNE.

Chapitre 9: Vote

Art. 33: L'assemblée plénière vote normalement à mains levées.

Art. 34: Le CNE délibère valablement si la majorité de ses membres effectifs est présente ou représentée. Les avis du CNE sont adoptés à la majorité des membres présents ou représentés. Les avis minoritaires sont transmis avec les avis et propositions majoritaires.

Art. 35: Le CNE peut procéder à un vote par procédure écrite dans les cas suivants:

- Lorsque le Bureau est chargé de modifier un projet d'avis suivant les amendements proposés et votés en plénière et pour lequel il existe un accord de principe du CNE. Dans ce cas, le Bureau se réunit dès que possible pour finaliser l'avis. Ce dernier est envoyé pour consultation aux membres effectifs, ou aux suppléants dans les cas prévus par l'art 1, soit par courrier électronique lorsque cela est possible, soit par voie postale. Sans réponse sous les huit jours, le vote est considéré comme acquis.
- Lorsqu'une prise de position rapide est nécessaire et qu'elle ne peut pas attendre l'assemblée plénière suivante, le Bureau, élargi au bureau du sous-organe concerné, prépare un document. Le texte est communiqué par écrit à tous les membres du Conseil, avec le délai imparti pour faire connaître les réserves ou amendements éventuellement suscités par celui-ci. Tout membre du Conseil peut demander au cours de la procédure écrite que le texte fasse l'objet d'un débat. Il adresse alors au président une demande motivée en ce sens. Le texte sur lequel aucun membre du Conseil n'a formulé ou maintenu une réserve à l'issue du délai imparti pour une procédure écrite est réputé adopté par le Conseil.

Chapitre 10: Procès-verbal

Art. 36: Il est établi pour chaque séance un procès-verbal comportant:

- la mention des noms du président, des membres présents, des membres excusés et des membres non excusés,
- un compte rendu des débats,
- le résultat des délibérations avec la répartition des voix.

Art. 37: Les procès-verbaux sont conservés aux archives du CNE. Copie en est transmise aux membres effectifs et suppléants du CNE ainsi qu'au Ministre de Tutelle.

Art. 38: Lors de la séance suivante, le procès-verbal est soumis pour approbation à l'assemblée plénière. Celle-ci décide sur les observations auxquelles le procès-verbal pourrait donner lieu. Toute modification approuvée par l'assemblée plénière figure au procès-verbal.

Chapitre 11: Langue de travail

Art. 39: La langue de travail du CNE et de ses sous-organes est le français.

Chapitre 12: Publicité

Art. 40: Les séances du CNE et de ses sous-organes ne sont pas publiques, sauf décision spéciale contraire du CNE ou du sous-organe concerné.

Art. 41: Le compte-rendu des réunions n'est pas public. Le CNE, après délibération en plénière, rend public les textes de ses avis notamment par voie de communiqué de presse, dans l'intérêt de l'opinion publique et de la visibilité de ses travaux.

Art. 42: Le CNE, par son président, ou le cas échéant par un ou des Membres dûment délégué, peut intervenir dans des réunions publiques, dans les médias, dans les associations et dans tous les cas nécessaires à la bonne visibilité de ses travaux.

Art. 43: Toute publication dans la presse faite au nom du CNE doit faire l'objet d'une information préalable au président.

Titre 3: Dispositions diverses

Chapitre 13: Secrétariat

Art. 44: Le secrétariat est placé sous les ordres directs du président. Le secrétaire assiste aux séances plénières et aux réunions du Bureau et des sous-organes du CNE et rédige les procès-verbaux. Il assure l'expédition de la correspondance et la conservation des archives.

Chapitre 14: Modification du règlement

Art. 45: Sur proposition d'au moins cinq membres, le CNE peut soumettre le présent règlement à une révision partielle ou générale.

Art. 46: Toute modification du règlement doit être approuvée par le CNE à la majorité absolue des membres effectifs ou représentés qui le composent.

Art. 47: Toute modification du règlement doit être soumise à l'approbation du Ministre.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 4 mars 2003.

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse,*
Marie-Josée Jacobs

Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «Aarbechter-Ennerstëtzens-Veräin Rodange»

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Aarbechter-Ennerstëtzens-Veräin Rodange» sont conformes aux dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Aarbechter-Ennerstëtzens-Veräin Rodange» sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe les nouvelles dispositions statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 avril 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*
Carlo Wagner

ANNEXE

Modification des statuts de la société de secours mutuels «Aarbechter-Ennerstëtzens-Veräin Rodange»

1° L'article 19 est modifié comme suit:

«**Art. 19.** Die wirklichen Mitglieder bezahlen eine Aufnahmegebühr von 3 Euro. Die Zahlung der Gebühr muss im laufenden Monat der Aufnahme erfolgen.»

2° L'article 20 est modifié comme suit :

«**Art. 20.** Desweiteren verpflichten sich die wirklichen Mitglieder zur Zahlung eines Jahresbeitrages von 15 Euro. Die pensionierten Mitglieder zahlen jährlich einen Beitrag von 10 Euro.»

3° L'article 21 est modifié comme suit :

«**Art. 21.** Die Ehrenmitglieder zahlen einen Jahresbeitrag von 5 Euro.»

Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «Association grand-ducale des anciens militaires luxembourgeois»

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association grand-ducale des anciens militaires luxembourgeois» sont conformes aux dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association grand-ducale des anciens militaires luxembourgeois» sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe les nouvelles dispositions statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 avril 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,
Carlo Wagner*

ANNEXE

Modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association grand-ducale des anciens militaires luxembourgeois»

1° Le dernier alinéa de l'article 26 est modifié comme suit:

«La cotisation annuelle des membres est fixée à 12 Euro.»

2° L'article 27 est modifié comme suit:

«En cas de décès d'un membre associé, les survivants sont priés d'en informer le comité. L'indemnité funéraire à payer en cas de décès d'un membre associé est fixée à 422 Euro.»

3° L'article 28 est modifié comme suit:

«Une prime s'élevant à 75 Euro est allouée au membre associé en cas de naissance d'un enfant, descendant direct, sur présentation d'un acte de naissance.»

Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation du texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de secours mutuels des sportifs»

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de secours mutuels des sportifs» est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte coordonné des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 avril 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,
Carlo Wagner*

ANNEXE

Texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de secours mutuels des sportifs»

I.- Dénomination, siège, durée, objet

Art. 1^{er}. La société porte la dénomination «Caisse de Secours Mutuels des Sportifs»(C.S.M.S.). Elle est régie par la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels et par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels.

Art. 2. Le siège social de la C.S.M.S. est à Luxembourg. La durée de la C.S.M.S. est illimitée.

Art. 3. La C.S.M.S. a pour objet, en cas d'accidents survenus lors de la pratique sportive et pour autant que ces frais ne sont pas supportés par une institution de sécurité sociale, une assurance privée ou une caisse mutuelle

- a) de participer au remboursement des pertes de salaire ou de revenu subies par les membres licenciés d'une fédération-membre;
- b) de participer au remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques, cliniques et physiothérapeutiques;
- c) d'accorder une aide à ceux qui ont subi de graves préjudices financiers.

II.- Composition, acquisition et perte de la qualité de membre

Art. 4. Peuvent être admis comme membres de la C.S.M.S. les fédérations sportives agréées par le Ministre des Sports.

Art. 5. L'admission se fait sur demande écrite adressée au Conseil d'Administration. Celui-ci statue provisoirement en attendant la décision définitive qui appartient à la prochaine assemblée générale.

Art. 6. Toute admission comporte de plein droit l'adhésion aux statuts et règlements et aux décisions des organes de la C.S.M.S.

Art. 7. Tout membre de la C.S.M.S. peut donner sa démission par lettre recommandée adressée au Conseil d'Administration.

Art. 8. L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'Administration, pour l'une des raisons suivantes:

- a) manquement grave à l'article 6 ci-dessus;
- b) préjudice grave causé à la C.S.M.S.;
- c) non-exécution des obligations financières vis-à-vis de la C.S.M.S.

Art. 9. Les décisions de l'assemblée générale relative à l'admission ou l'exclusion d'un membre sont prises à la majorité des deux tiers des voix émises.

III.- Organes de la C.S.M.S.

Art. 10. Les organes de la C.S.M.S. sont

- A.) l'assemblée générale;
- B.) le conseil d'administration;
- C.) le collège des commissaires aux comptes.

A. L'assemblée générale

Art. 11. L'assemblée générale est l'organe suprême de la C. S. M. S.. Elle a seule compétence pour décider

- a) de l'admission et de l'exclusion des membres;
- b) de l'élection du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires aux Comptes et de la décharge à leur donner;
- c) de la fixation du montant de la cotisation;
- d) de l'approbation des prévisions budgétaires;
- e) de la modification des présents statuts et de la dissolution de la C. S. M. S..

Art. 12. L'assemblée générale peut être ordinaire ou extraordinaire.

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au cours du premier trimestre.

Le Conseil d'Administration peut, de sa propre initiative, convoquer une assemblée générale extraordinaire; il doit le faire, dans le délai d'un mois, sur demande écrite et motivée d'au moins un cinquième des fédérations-membres.

Art. 13. La date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale sont portés à la connaissance des fédérations-membres 40 jours à l'avance.

Toute proposition ou interpellation présentée au Conseil d'Administration par une fédération-membre 30 jours avant la date de l'assemblée générale doit être portée à l'ordre du jour qui est établi par le Conseil d'Administration. L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire doit comprendre un rapport administratif et financier du Conseil d'Administration.

Art. 14. Chaque fédération-membre est représentée à l'assemblée générale par deux délégués désignés par lettre signée du président ou du secrétaire remise avant l'assemblée générale. Cette lettre désigne le délégué muni du droit de vote.

Un délégué ne peut représenter plus d'une fédération-membre.

Les membres du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires aux Comptes ne peuvent exercer les fonctions de délégué à l'assemblée générale.

Art. 15. Le nombre des voix, dont dispose chaque fédération-membre à l'assemblée générale, est fixé comme suit:

jusqu'à 1000 licenciés	1 voix
de 1001 à 2000 licenciés	2 voix
de 2001 à 5000 licenciés	3 voix
de 5001 à 10000 licenciés	4 voix
au-delà de 10000 licenciés	5 voix

Art. 16. Sous réserve d'autres dispositions prévues par la loi et les présents statuts, l'assemblée générale peut délibérer valablement quelque soit le nombre des fédérations-membres représentées et ses décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Art. 17. Le procès-verbal de l'assemblée générale est adressé aux fédérations-membres dans un délai de 2 mois. Toute observation ou contestation est à porter à la connaissance du Conseil d'Administration dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'expédition.

B. Le Conseil d'Administration

Art. 18. Le Conseil d'Administration est l'organe administratif et exécutif de la C.S.M.S.. Il a les pouvoirs les plus étendus pour la conduite des affaires de la C.S.M.S. dans le cadre des statuts. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts est de sa compétence.

Art. 19. Le Conseil d'Administration se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, de quatre assesseurs et d'un représentant du Ministère de l'Education Physique et des Sports.

Art. 20. Le Conseil d'Administration est élu par l'assemblée générale pour la durée de trois ans.

Le président est élu par un vote préalable à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Sont élus comme membres du Conseil d'Administration les candidats qui recueillent au premier tour de scrutin la majorité absolue des suffrages exprimés. Au second tour de scrutin, auquel sont admis deux fois plus de candidats qu'il reste de postes à pourvoir, sont élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Si le nombre des candidats est égal ou inférieur à celui des postes à pourvoir, les candidats peuvent être élus par acclamation.

Dans sa première réunion le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Art. 21. Les candidatures sont introduites auprès du Conseil d'Administration par lettre signée du président ou du secrétaire de la fédération-membre, auprès de laquelle le candidat est licencié, huit jours francs avant la date de l'assemblée générale. Une fédération-membre ne peut être représentée par plus de deux membres au Conseil d'Administration.

Art. 22. Lors de la prochaine assemblée générale il sera pourvu à un poste devenu vacant à la suite de la démission d'un membre.

Tout membre du Conseil d'Administration absent, sans excuse valable, à trois réunions au cours d'un exercice, est réputé démissionnaire.

Art. 23. Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation du président, chaque fois que le réclame l'intérêt de la C.S.M.S. ou que quatre membres du Conseil d'Administration en font la demande.

Art. 24. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que s'il réunit la majorité de ses membres.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La C.S.M.S. est engagée par la signature conjointe du président et d'un autre membre du Conseil d'Administration.

Art. 25. Les membres du Conseil d'Administration ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et à des jetons de présence aux réunions du Conseil d'Administration, dont le montant est fixé annuellement par l'assemblée générale ordinaire.

Le secrétaire et le trésorier peuvent bénéficier d'une indemnité, dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut s'adjoindre des collaborateurs choisis hors de son sein. Il en fixera les attributions et, le cas échéant, les indemnités.

C. Le Collège des Commissaires aux Comptes

Art. 26. Le Collège des Commissaires aux Comptes se compose de trois membres élus par l'assemblée générale pour la durée de trois ans dans les conditions fixées à l'article 20 des présents statuts. Les Commissaires aux Comptes contrôlent la gestion financière de la C.S.M.S.

IV. - Organisation financière

Art. 27. L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 28. Les recettes de la C.S.M.S. comprennent

- a) les cotisations des membres;
- b) les subsides et subventions;
- c) les dons et legs;
- d) les intérêts des fonds placés.

Art. 29. Les fédérations-membres versent pour chacun de leurs membres licenciés une cotisation annuelle comprenant

- a) une part fondamentale destinée à couvrir les prestations de l'exercice pour lequel la cotisation est due. Cette part fondamentale est fixée comme suit:
 - 1) la moyenne des prestations payées par licence pendant les dix derniers exercices est calculée pour chaque fédération-membre;
 - 2) ce quotient individuel est multiplié par un quotient général égal au pourcentage que représente la moyenne des prestations payées par licence pour l'ensemble des fédérations-membres pendant le dernier exercice par rapport à la moyenne des prestations payées par licence pour l'ensemble des fédérations pendant les dix dernières années ;
- b) une part complémentaire destinée à couvrir les frais d'administration et de gestion. Cette part complémentaire est fixée chaque année par l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Art. 30. La cotisation à payer par une nouvelle fédération-membre est égale pour les deux premières années de son affiliation

- soit à la moyenne des cotisations dues par les autres fédérations membres pour ces mêmes années;
- soit à la moyenne des cotisations dues pour l'ensemble des licenciés pour ces mêmes années multipliée par le nombre de licenciés de la nouvelle fédération membre.

Il est fait application de la formule la plus avantageuse pour la nouvelle fédération.

Art. 31. Les fédérations-membres sont responsables du paiement des cotisations pour leurs membres licenciés. Elles font connaître à la C.S.M.S. au mois d'octobre de chaque année le nombre maximum des licenciés atteint en cours d'exercice.

Art. 32. Sur proposition du Conseil d'Administration l'assemblée générale peut décider de renoncer à la perception d'une partie des cotisations dues sur la base de l'article 29 précité.

V.- Définition des bénéficiaires, champ d'application, déclaration

Art. 33. Le bénéfice des prestations prévues par les présents statuts est réservé:

- a) aux sportifs actifs titulaires d'une licence valable d'une fédération-membre les autorisant à pratiquer un sport de compétition;
- b) aux titulaires d'une licence valable d'une fédération-membre les autorisant à pratiquer un sport corporatif ou un sport-loisir sous réserve qu'ils s'y adonnent à l'occasion d'une manifestation sportive officielle ou dans le cadre d'un stage ou d'un entraînement organisés sous la surveillance d'un dirigeant ou d'un entraîneur/moniteur qualifié.
- c) aux dirigeants administratifs et techniques titulaires d'une licence valable d'une fédération-membre.

Art. 34. L'intervention de la C.S.M.S. est limitée aux accidents, survenus, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger,

- a) au cours d'une compétition organisée sous le contrôle d'une fédération sportive ou d'une société affiliée;
- b) au cours d'une séance d'entraînement ou d'un stage d'entraînement organisés par une fédération sportive ou une société affiliée;
- c) dans les vestiaires officiels et sur le parcours direct des vestiaires aux lieux de la compétition ou de l'entraînement,

Art. 35. Tout licencié, victime d'un accident tel qu'il est défini à l'article 34 précité, est tenu d'en aviser immédiatement

- l'arbitre ou le juge, qui, le cas échéant, le consigne dans son rapport, si l'accident est survenu au cours d'une compétition;
- l'entraîneur/moniteur ou un dirigeant du club, si l'accident est survenu au cours de l'entraînement ou d'un stage, dans les vestiaires ou sur le parcours des vestiaires aux lieux de la compétition ou de l'entraînement. La déclaration d'accident, accompagnée d'une attestation médicale sur l'accident et ses suites, et signée par un représentant du club de l'accidenté, est à envoyer, sous enveloppe fermée, directement à la C.S.M.S..

Toute déclaration Accident doit parvenir à la C.S.M.S., sous peine de forclusion, dans les 60 jours francs à partir de la date de l'accident.

Art. 36. Les accidents déclarés peuvent faire de la part de la C.S.M.S., l'objet d'une enquête. A cet effet la C.S.M.S. peut avoir recours à des experts.

VI. - Prestations

Art. 37. De façon générale aucune prestation n'est due de la part de la C.S.M.S. à un licencié accidenté qui n'est pas affilié, obligatoirement ou volontairement à l'assurance maladie.

Art. 38. En cas d'incapacité de travail, la C.S.M.S. rembourse en principe le découvert pouvant résulter entre, d'une part, le salaire de référence tel qu'il est défini aux articles 9 et suivants du Code des Assurances Sociales et, d'autre part les indemnités pécuniaires payées par la caisse de maladie compétente et ce jusqu'à l'achèvement de 52 semaines à compter du début de l'incapacité de travail.

Le sportif accidenté, qui exerce une activité professionnelle non-salariée et dont le droit aux indemnités pécuniaires de la part de la caisse de maladie compétente est suspendu, peut bénéficier pendant la durée de la suspension d'une indemnité calculée sur la base du salaire social minimum tel qu'il est défini par la législation afférente.

Art. 39. La C.S.M.S. prend à charge en principe le découvert résultant d'une part des mémoires médicaux et des frais pour produits pharmaceutiques remboursables par l'assurance maladie et d'autre part les parts assumées par la caisse de maladie compétente et, le cas échéant, par la Caisse Médico Chirurgicale Mutualiste.

Les médicaments prescrits par le médecin traitant et qui ne sont pas remboursables par l'Union des caisses de maladie, sont analysés quant à leurs effets thérapeutiques en cas de blessure sportive par un expert désigné par le conseil d'administration. Si l'avis est positif, la Caisse rembourse 60% du prix facturé.

En cas d'hospitalisation, la C.S.M.S. rembourse la participation, prévue par les statuts de l'union des caisses de maladie, des personnes protégées à leur entretien en milieu hospitalier stationnaire pour chaque journée d'hospitalisation entamée. Ce montant peut être majoré en cas d'hospitalisation en 1^{ère} classe d'un forfait à fixer par le Conseil d'administration.

Art. 40. La participation aux frais de réparation ou de remplacement de prothèses dentaires, couronnes et dents à pivot, ne peut dépasser un plafond fixé par le Conseil d'Administration.

Dans la même mesure la Caisse participe aux frais de placement d'une prothèse ou d'un bridge nécessité par la perte d'une ou de plusieurs dents.

Les déclarations d'accident doivent être accompagnées d'une copie du devis dentaire signé par le médecin dentiste traitant.

Art. 41. La C.S.M.S. rembourse jusqu'à concurrence d'un plafond fixé par le Conseil d'Administration les lunettes à monture de sport et les verres de contact dans la mesure de deux paires par période de 36 mois. Les verres incassables sont pris en charge au prix facturé.

Art. 42. La C.S.M.S. participe au remboursement de prothèses orthopédiques détériorées à l'occasion d'une activité sportive dûment autorisée par le service du contrôle médico-sportif du ministère de l'éducation physique et des sports ainsi qu'à l'acquisition et à la location de prothèses nécessitées par l'amputation d'un membre à la suite d'un accident de sport, sur la base des tarifs de référence admis dans les relations entre le corps médical ou les orthopédistes et l'Union des caisses de maladie.

Art. 43. Les découverts à l'occasion de traitements masso-kinésithérapeutiques sont pris en charge sur la base des tarifs de référence admis dans les relations entre l'Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes et l'Union des caisses de maladie à condition que ces traitements aient été prescrits par le médecin traitant et autorisés par l'Union des caisses de maladie.

Art. 44. En cours de traitement la C.S.M.S. n'intervient dans les frais de transport à l'intérieur du pays que dans les limites définies par l'Union des caisses de maladie.

Art. 45. Tous les traitements, hospitalisations et transports à l'étranger sont soumis à l'autorisation préalable de l'Union des caisses de maladie. Sous peine de déchéance des prestations normalement dues, une copie de cette autorisation est à faire parvenir à la C.S.M.S..

Art. 46. Ne donnent droit à aucune prestation les maladies, même si elles se produisent concurremment avec un accident, les rhumatismes, les lumbagos, les gelures, les coups de soleil, les congestions, les phtisies et toutes autres affections similaires. Il en est de même des hernies qui ne sont pas la conséquence directe et exclusive de l'activité sportive, ainsi que les autres déficiences physiques consécutives à des maladies préexistantes de quelque nature qu'elles soient, même si elles provoquent un accident.

Art. 47. Dans certains cas de rigueur le Conseil d'Administration peut octroyer une allocation spéciale aux sportifs licenciés, qui ont subi de graves préjudices matériels.

Art. 48. Aucun remboursement ne peut dépasser les frais effectivement exposés.

Art. 49. Toute omission à l'égard de la caisse de maladie compétente entraînant le non-paiement d'une prestation à laquelle l'affilié aurait eu droit, ne peut en aucun cas donner lieu à un remboursement compensatoire de la part de la C.S.M.S..

VII.- Prescription, sanctions

Art. 50. L'action en obtention des prestations prévues par les présents statuts se prescrit par deux ans à partir de l'ouverture du droit sans préjudice des déchéances pouvant résulter des statuts ou règlements d'ordre intérieur de la C.S.M.S..

Art. 51. Les prestations sont refusées pendant au moins un an à ceux qui ont frauduleusement amené la C.S.M.S. à fournir des prestations qui n'étaient pas dues ou qui n'étaient dues qu'en partie, sans préjudice à toute action en répétition de l'indu.

Art. 52. Les prestations sont refusées lorsque le demandeur s'est attiré un accident soit intentionnellement, soit en état d'ivresse, soit par sa participation à des rixes sur les lieux de la compétition ou de l'entraînement. Il en est de même pour ceux qui ont enfreint les règlements relatifs au dopage.

Art. 53. S'il est établi que les prestations ont été indûment payées à la suite de fausses indications fournies sciemment par les dirigeants d'un club ou d'une fédération, le club ou la fédération de ces dirigeants est frappé d'une amende du double de la prestation indûment payée.

VIII.- Dispositions diverses

Art. 54. Sous condition de la représentation de la moitié des voix attribuées aux fédérations-membres suivant l'article 15, l'assemblée générale peut modifier les présents statuts dans les conditions prévues par l'article 3 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels.

Art. 55. Sous condition de la représentation de la moitié des voix attribuées aux fédérations-membres suivant l'article 15, l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de la C.S.M.S. dans les conditions prévues par l'article 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels.

Art. 56. Les contestations qui s'élèveraient au sein de la C.S.M.S. sont réglées d'après la procédure prévue à l'article 7 de la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels.

Art. 57. Tous les cas non prévus par la loi du 7 juillet 1961, le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 et les présents statuts sont tranchés par le Conseil d'Administration.

Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste»

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste» sont conformes aux dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste» sont approuvées avec effet au 1^{er} janvier 2003.

Art. 2. Est approuvé le texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste».

Art. 3. Le présent arrêté, avec en annexe les nouvelles dispositions statutaires et le texte coordonné des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 avril 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,
Carlo Wagner*

ANNEXE 1

Modification des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste»

1° L'alinéa 1 de l'article 3 est modifié comme suit:

«Artikel 3.- Die NGL-Mutualitätskasse hat zum Zweck, ihren wirklichen Mitgliedern bzw. deren Hinterbliebenen, Unterstützung zu gewähren;

- a) bei der Geburt oder Adoption eines Kindes
- b) bei längerer Arbeitsunfähigkeit
- c) bei erlittenen Körperschäden
- d) bei Eintritt in den Ruhestand
- e) beim Tod
- f) beim Tode durch Arbeitsunfall
- g) beim Tode Blumen- oder Geldspende.»

2° L'article 18 est modifié comme suit:

«Artikel 18.- Es steht dem Verwaltungsrat frei Entschädigungen zu gewähren.»

3° La première phrase de l'alinéa 1 de l'article 23 est modifiée comme suit:

«Artikel 23.- Der Kassierer sorgt für den Eingang der Beiträge und sonstiger Einnahmen sowie der Liquidierung der Ausgaben.»

4° L'article 26 est modifié comme suit:

«Artikel 26. - Die Befugnisse der ordentlichen Generalversammlung sind:

- a) Die Annahme des Protokolls der letzten Generalversammlung.
- b) Wahl der unter Art. 14. - b) vorgesehenen Mitglieder für den Verwaltungsrat.
- c) Wahl der unter Art. 28. - vorgesehenen Kassenrevisoren.
- d) Kenntnissnahme der jährlichen Rechnungsvorlage des Kassierers und der Kassenrevisoren sowie Genehmigung derselben.»

5° L'alinéa 1 de l'article 30 est modifié comme suit:

«Artikel 30.- Eine ausserordentliche Generalversammlung wird einberufen:

- 1) auf Beschluß von mindestens zwei Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates, oder
- 2) wenn ein von wenigstens 200 Mitgliedern unterzeichneter Antrag dies mit Angabe der genauen Tagesordnung verlangt.»

6° L'article 31 est modifié comme suit:

«Artikel 31. - Die Beschlüsse der ausserordentlichen Generalversammlung werden mit einer zwei Drittel Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei dem Abstimmungsergebnis zählen alle abgegebenen Stimmen. (Enthaltungen werden nicht berücksichtigt.)».

7° L'article 32 est abrogé. Les articles 33 à 38 deviennent les articles 32 à 37.

8° Les articles 32 à 34 nouveaux prennent la teneur suivante:

«Artikel 32.-

- a) Die wirklichen Mitglieder verpflichten sich zur Zahlung eines monatlichen Beitrages von 0,75 Euro.
- b) Beim Familienbeitrag zahlt jeder Ehepartner monatlich 0,75 Euro. Im Familienbeitrag sind die Kinder, von Geburt an, ohne zusätzliche Kosten bis zum 18. Lebensjahr, mitversichert. Nach dem 18. Lebensjahr, wenn sie in die NGL eintreten, werden ihnen die vorherigen Mitgliederjahre angerechnet.
- c) Diese Beiträge werden mit dem Monatsbeitrag der NGL von der NGL-Hauptkasse mit einkassiert. Letztere verpflichtet sich die Beiträge monatlich an die NGL-Mutualitätskasse zu überweisen.

Artikel 33.- Der Beitrag der Ehrenmitglieder ist auf 3,72 Euro pro Jahr festgelegt. Dieser Beitrag wird vom Kassierer der NGL-Mutualitätskasse einkassiert.

Artikel 34.- Der unter Art. 7 vorgesehene Ehepartner eines wirklichen Mitgliedes erhält folgende Leistungen:

- a) Bei einem jährlichen Beitrag von 3,72 Euro werden die Leistungen der Artikel 40 und 41 ausbezahlt.
- b) Bei einem monatlichen Beitrag von 0,75 Euro werden sämtliche Leistungen ausbezahlt.»

9° Les articles 36 à 37 nouveaux prennent la teneur suivante:

«Artikel 36 - Bei der Geburt eines Kindes eines wirklichen Mitgliedes werden folgende Leistungen ausbezahlt:

- a) Bei der Geburt 125 Euro.
- b) Bei Todgeburt wird derselbe Betrag wie in Punkt a) ausbezahlt.
- c) Bei Mehrlingsgeburten wird für jedes Kind derselbe Betrag wie in Punkt a) ausbezahlt.
- d) Die Adoption ist der Geburt gleichgestellt bis zur Vollendung des 5. Lebensjahres des betreffenden Kindes.
- e) Sind beide Eltern wirkliche Mitglieder, dann verdoppelt sich der auszuzahlende Betrag.

Artikel 37.- Während einer Arbeitsunfähigkeit, die durch Krankheit oder Unfall bedingt ist und die mindestens drei Monate andauert, erhält das wirkliche Mitglied eine Unterstützung von 50 Euro. Die Unterstützung kann nur einmal in einem Zeitraum von 12 Monaten gewährt werden, welcher ab dem ersten Tag der Arbeitsunfähigkeit gerechnet wird.»

10° L'article 43 (ancienne version) devient l'article 38 nouveau et prend la teneur suivante:

«Artikel 38.- Erbringt ein wirkliches Mitglied den Beweis, daß es einen Unfall in der Freizeit erlitten hat, so hat es Anrecht auf eine Freizeitunfallentschädigung von maximal 3000 Euro, welche wie folgt berechnet wird:

- a) Im Falle dauernder Arbeitsunfähigkeit als Unfallfolge, zahlt die NGL-Mutualitätskasse die volle Entschädigung die unter Absatz 1 dieses Artikels vorgesehen ist.
- b) Bei dauernder Teilinvalidität als Unfallfolge wird diese Entschädigung nach folgendem Modus ausbezahlt (3000 Euro entsprechen 100 %):

Verlust beider Augen 100 %, vollständige Amputation beider Arme oder Hände 100 %, vollständige Amputation beider Beine oder Füße 100 %, Amputation einer Hand und eines Fusses 100 %, Amputation eines Armes und eines Beines 100 %, Amputation eines Oberschenkels 60 %, Amputation eines Beines oberhalb des Knies 50 %, Amputation eines Fusses 40 %, Verlust eines Auges mit oder ohne Enukleation 50 %, Ablation des Unterkiefers 30 %, Amputation eines großen Zehes, Amputation einer anderen Zehe 5 %, totale Amputation des Daumens 20 %, totale Amputation des Zeigefingers 16 %, totale Amputation eines anderen Fingers 10 %. Die Festsetzung des permanenten Invaliditätsgrades erfolgt aufgrund des konsolidierten Zustandes des Opfers, spätestens jedoch zum Zeitpunkt von zwei Jahren vom Unfalltag an gerechnet.»

11° L'article 39 prend la teneur suivante:

«Artikel 39.- Bei Erhalt einer Alters- oder Invalidenpension oder beim Erreichen des 60. Lebensjahres, erhält das wirkliche Mitglied einen einmaligen Pensionszuschuß von maximal 225 Euro. Diese Leistung ist wie folgt gestaffelt:

nach einem Jahr Mitgliedschaft in der NGL- Mutualitätskasse 25 Euro,
nach 5 Jahren 50 Euro,
nach 10 Jahren 75 Euro,
nach 15 Jahren 100 Euro,
nach 20 Jahren 125 Euro,
nach 25 Jahren 150 Euro,
nach 30 Jahren 175 Euro,
nach 35 Jahren 200 Euro, und
nach 40 Jahren 225 Euro.»

12° L'article 41 prend la teneur suivante:

«Artikel 41.- Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes, wird die unter Artikel 40 vorgesehene Leistung nach folgender Staffelung ausbezahlt:

nach einer Mitgliedschaft von einem Jahr:	250 Euro
5 Jahren:	300 Euro
10 Jahren:	350 Euro
15 Jahren:	400 Euro
20 Jahren:	450 Euro
25 Jahren:	500 Euro
30 Jahren:	550 Euro
35 Jahren:	600 Euro
40 Jahren:	650 Euro.»

13° L'article 43 nouveau prend la teneur suivante:

«Artikel 43.- Bei einer Blumen- oder Geldspende einer NGL-Regionalsektion anlässlich des Todes eines wirklichen Mitgliedes, wird eine maximale Beteiligung von 40 Euro gewährt.»

14° L'article 48 prend la teneur suivante:

«Artikel 48.- Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche innerhalb der NGL-Mutualitätskasse, entweder zwischen den Mitgliedern oder zwischen diesen und dem Vorstand entstehen, werden immer durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichtern geschlichtet.

Sind die beiden Schiedsrichter geteilter Ansicht, so ernennen sie einen dritten, dessen Entscheidung endgültig ist. Falls diese sich nicht auf einen dritten einigen können, so ernennt ihn der Präsident des Conseil Supérieur de la Mutualité.»

ANNEXE 2

Texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse Mutualiste»

Kapitel I - Bildung und Zweck der Mutualitätskasse

Art. 1.- Am 1. Februar 1984 trat der NHV auf Kongressbeschluß der „Neutral Gewerkschaft Lëtzebuerg“ NGL bei. Durch die ausserordentliche Generalversammlung wurde die NHV-Mutualitätskasse von diesem Datum an in die NGL-Mutualitätskasse umbenannt. Der ministerielle Beschluß zur Umbenennung datiert auf den 12. Juni 1984. Unter der Benennung der „NHV-Mutualitätskasse“ schlossen sich die am 27. September 1950 gegründete Hilfskasse und die am 14. Januar 1962 gegründete NHV-Sterbekasse zusammen.

Art. 2.- Die NGL-Mutualitätskasse hat ihren Sitz in Ehlingen. Sie steht unter den Bestimmungen des Gesetzes vom 7. Juli 1961 betreffend die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, sowie den Statuten der Neutral Gewerkschaft Lëtzebuerg, NGL. Sie ist der „Fédération Nationale de la Mutualité Luxembourgeoise“ angeschlossen.

Art. 3.- Die NGL-Mutualitätskasse hat zum Zweck, ihren wirklichen Mitgliedern bzw. deren Hinterbliebenen, Unterstützung zu gewähren;

- a) bei der Geburt oder Adoption eines Kindes
- b) bei längerer Arbeitsunfähigkeit
- c) bei erlittenen Körperschäden
- d) bei Eintritt in den Ruhestand

- e) beim Tod
- f) beim Tode durch Arbeitsunfall
- g) beim Tode Blumen- oder Geldspende.

Die Mitgliedschaft, sei es als wirkliches Mitglied oder Ehrenmitglied in der NGL-Mutualitätskasse, ermöglicht es, Mitglied in der „Caisse Médico Chirurgicale Mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg“ (CMCM) zu werden.

Kapitel II - Zusammensetzung der NGL-Mutualitätskasse

Art. 4.- Die Mutualitätskasse besteht aus wirklichen Mitgliedern und aus Ehrenmitgliedern.

Art. 5.- Wirkliche Mitglieder sind all diejenigen Personen die sich verpflichten die gegenwärtigen Statuten zu beachten und demgemäß die Leistungen der Mutualitätskasse in Anspruch nehmen können.

Art. 6.- Ehrenmitglieder sind diejenigen Personen, welche die NGL-Mutualitätskasse durch einen Geldbeitrag unterstützen, ohne jedoch auf deren Leistungen Anspruch zu haben. Ihre Mitgliedschaft ermöglicht ihnen den Beitritt in die CMCM.

Kapitel III - Aufnahme- und Ausschlußbestimmungen

Art. 7.- Alle Mitglieder der „Neutral Gewerkschaft Lëtzebuerg“ NGL sind zugleich wirkliche Mitglieder der NGL-Mutualitätskasse. Der Ehepartner eines wirklichen Mitgliedes der NGL-Mutualitätskasse erwirbt sich durch die Zahlung eines unter Art. 34 vorgesehenen Beitrages dieselben Leistungen wie ein wirkliches Mitglied.

Art. 8.- Ehrenmitglieder werden ohne Rücksicht auf Alter und Wohnsitz aufgenommen.

Art. 9.- Beim Sterbefall eines wirklichen Mitgliedes, kann der Ehepartner

- a) wirkliches Mitglied
- b) Ehrenmitglied, der NGL-Mutualitätskasse werden. Er behält das Recht, sich und seine Familienmitglieder über die NGL-Mutualitätskasse weiter bei der C.M.C.M. zu versichern.

Art. 10.- Die Mitgliedschaft erlischt beim Austritt oder Ausschluß aus der „Neutral Gewerkschaft Lëtzebuerg“ (NGL).

Art. 11.- Der Ausschluß aus der NGL-Mutualitätskasse erfolgt bei Verstoß gegen die Statuten dieser Mutualität, sowie allgemein bei Beeinträchtigung der NGL-Mutualitätsinteressen. Jedes Mitglied, welches ausgeschlossen werden soll, wird darüber informiert, womit ihm Gelegenheit geboten wird, sich vor dem Verwaltungsrat zu rechtfertigen. Erscheint das Mitglied durch eigenes Verschulden nicht zu den Verhandlungen, so kann der Ausschluß trotzdem durch Stimmenmehrheit erfolgen. Dem ausgeschlossenen Mitglied steht das Recht zu, innerhalb eines Monats nach der Mitteilung des Ausschlusses (Poststempel des Einschreibebriefes ist ausschlaggebend) Berufung vor der Exekutive der NGL einzulegen. Eine klärende Sitzung findet dann im Beisein des Vorstandes der NGL-Mutualitätskasse statt. Der hier gefaßte Beschluß wird dem NGL-Hauptvorstand schriftlich unterbreitet. Dessen Entschluß ist ohne Rekurs.

Art. 12.- Der Austritt und der Ausschluß geben kein Recht auf eine Rückvergütung der eingezahlten Beiträge.

Kapitel IV - Verwaltung der NGL-Mutualitätskasse

A. Verwaltung der NGL-Mutualitätskasse

Art. 13.- Die NGL-Mutualitätskasse wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus maximal 13 Mitgliedern besteht, darunter ein Präsident, zwei Vizepräsidenten, ein Sekretär und ein Kassierer.

Art. 14.- Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden wie folgt gewählt bzw. bestimmt:

- a) 6 NGL-Hauptvorstandsmitglieder werden durch den NGL-Hauptvorstand gewählt und zwar vor der ordentlichen Generalversammlung der NGL-Mutualitätskasse.
- b) 6 wirkliche Mitglieder der NGL-Mutualitätskasse, welche von der ordentlichen Generalversammlung der NGL-Mutualitätskasse gewählt werden.
- c) Dem NGL-Nationalpräsidenten.
- d) Jede Regionalsektion darf höchstens mit 2 Mitgliedern vertreten sein. Diese Bestimmung zählt nicht für die Vorstandsmitglieder von Regionalsektionen, welche augenblicklich mehr als zwei Vertreter im Verwaltungsrat haben.
- e) Jede Kandidaturerklärung muss, 14 Tage vor der Generalversammlung, schriftlich an den Verwaltungsrat eingereicht werden.
- f) Bei Stimmengleichheit gilt der jüngste Kandidat als gewählt.
Jedes Jahr tritt die Hälfte der wie unter a) und b) dieses Artikels gewählten Mitglieder aus. Austretende Mitglieder sind wiederwählbar.

Art. 15.- Die Mitglieder des Verwaltungsrates wählen unter sich die verschiedenen Posten mit einfacher Stimmenmehrheit.

Art. 16.- Der Verwaltungsrat versammelt sich auf schriftliche Einberufung des Präsidenten, sooft die Interessen der Mutualitätskasse es verlangen, wenigstens aber alle zwei Monate.

Art. 17.- Der Verwaltungsrat ist beschlußfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefaßt. Bei Stimmengleichheit entscheidet ein zweiter Wahlgang. Bei nochmaliger Stimmengleichheit wird die Wahl vertagt. In der nächsten Sitzung wird erneut zu dem vorgenannten Wahlmodus geschritten. Sollte es erneut zur Stimmengleichheit kommen, entscheidet der Präsident des Verwaltungsrates. Die oben erwähnte zweite Sitzung des Verwaltungsrates mit gleicher Tagesordnung ist immer beschlußfähig, wenn außer dem Präsidenten noch vier Mitglieder anwesend sind.

Art. 18.- Es steht dem Verwaltungsrat frei Entschädigungen zu gewähren.

Art. 19.- Zu den Obliegenheiten des Verwaltungsrates gehören:

- a) die allgemeine Überwachung und Verwaltung der NGL-Mutualitätskasse, soweit die Anwendung gegenwärtiger Satzung in Betracht kommt,
- b) die Einberufung der Generalversammlung,
- c) die Prüfung der Buchführung,
- d) die Verwaltung des Kassenvermögens,
- e) die Untersuchung der Rechte der um Unterstützung Nachsuchenden in allen unter Kapitel IV vorkommenden Fällen, um diesbezügliche Entscheidungen zu treffen,
- f) die Entscheidung in allen Angelegenheiten, welche durch die Satzungen nicht vorgesehen sind.

Art. 20.- Der Präsident überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse und Beratungen und vertritt die Gesellschaft gegenüber den öffentlichen Behörden. Er erläßt die nötigen Anordnungen für die Zusammenkünfte des Vorstandes und die Einberufung der Generalversammlung. Er leitet die Versammlungen und Aussprachen und hat insbesondere persönliche Angriffe und parteipolitische Diskussionen strengstens zu untersagen.

Art. 21.- Die Vizepräsidenten vertreten den Präsidenten während dessen Abwesenheit mit allen Befugnissen des Präsidenten. Sonst leisten sie dem Präsidenten Beistand in all seinen Amtsausübungen.

Art. 22.- Die Geschäftsführung der Mutualitätskasse obliegt dem Sekretär. Schriftliche Arbeiten, wie Berichte der Sitzungen, Versammlungen sowie ordentliche und ausserordentliche Generalversammlungen unter Angabe von Datum, der Anwesenheit der Verwaltungsratsmitglieder, der Tagesordnung, der Anträge und der gefaßten Beschlüsse werden vom Sekretär in einem Register vermerkt. Der Bericht der letzten Sitzung wird stets verlesen und wenn er als gut befunden, vom Präsidenten oder Vizepräsidenten unterzeichnet.

Art. 23.- Der Kassierer sorgt für den Eingang der Beiträge und sonstiger Einnahmen sowie der Liquidierung der Ausgaben. Alljährlich, nach Schluß des Geschäftsjahres und zwar spätestens Ende März legt der Kassierer vor der Generalversammlung Rechenschaft über die Finanzlage der Mutualitätskasse ab.

B) Die Generalversammlungen

Art. 24.- Alle Mitglieder der NGL-Mutualitätskasse, welche am Tag der Generalversammlung ihren Beitrag entrichtet haben, können an dieser teilnehmen. Die Mutualitätskasse muß jedes Jahr innerhalb der ersten drei Monate des Jahres zu einer ordentlichen Generalversammlung zusammentreten.

Art. 25.- Die Einladungen zu den ordentlichen Generalversammlungen werden bei genauer Angabe der Tagesordnung als Aufruf im Presseorgan der NGL-Kontakt mindestens 14 Tage im Voraus mitgeteilt.

Art. 26.- Die Befugnisse der ordentlichen Generalversammlung sind:

- a) Die Annahme des Protokolls der letzten Generalversammlung.
- b) Wahl der unter Art. 14. b) vorgesehenen Mitglieder für den Verwaltungsrat.
- c) Wahl der unter Art. 28. vorgesehenen Kassenrevisoren.
- d) Kenntnisnahme der jährlichen Rechnungsvorlage des Kassierers und der Kassenrevisoren sowie Genehmigung derselben.

Art. 27.- In der ordentlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat Rechenschaft ab über seine Tätigkeit, über die Geschäfte des vorangegangenen Jahres, sowie über das Vermögen der Mutualitätskasse.

Art. 28.- Die Prüfung der Rechnungen und Geschäftsbücher, sowie die Revision der Kasse der Mutualitätskasse, erfolgt durch die Kontrollkommission des NGL-Hauptvorstandes. Außerdem wählt die Generalversammlung jedes Jahr unter den wirklichen Mitgliedern drei Kassenrevisoren, welche mit den oben genannten die Prüfung der vom Kassierer vorgelegten Jahresabrechnung vornehmen. Die Jahresabrechnung nebst Bericht über die Generalversammlung wird im Presseorgan „Kontakt“ der NGL bekannt gegeben.

Art. 29.- Die Beschlüsse der ordentlichen Generalversammlung, werden mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Prokurationen werden nicht anerkannt. Bei Stimmengleichheit entscheidet der Präsident.

Art. 30.- Eine ausserordentliche Generalversammlung wird einberufen:

- 1) auf Beschluß von mindestens zwei Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates, oder
- 2) wenn ein von wenigstens 200 Mitgliedern unterzeichneter Antrag dies mit Angabe der genauen Tagesordnung verlangt.

Die Einberufung zur ausserordentlichen Generalversammlung muß den Mitgliedern wenigstens einen Monat im Voraus zur Kenntnis gebracht werden, durch Anzeige im Presseorgan „Kontakt“ der NGL mit Angabe der genauen Tagesordnung.

Art. 31.- Die Beschlüsse der ausserordentlichen Generalversammlung werden mit einer zwei Drittel Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei dem Abstimmungsergebnis zählen alle abgegebenen Stimmen. (Enthaltungen werden nicht berücksichtigt.).

Kapitel V - Die Beiträge der Mitglieder

Art. 32.-

- a) Die wirklichen Mitglieder verpflichten sich zur Zahlung eines monatlichen Beitrages von 0,75 Euro.
- b) Beim Familienbeitrag zahlt jeder Ehepartner monatlich 0,75 Euro. Im Familienbeitrag sind die Kinder, von Geburt an, ohne zusätzliche Kosten bis zum 18. Lebensjahr, mitversichert. Nach dem 18. Lebensjahr, wenn sie in die NGL eintreten, werden ihnen die vorherigen Mitgliederjahre angerechnet.
- c) Diese Beiträge werden mit dem Monatsbeitrag der NGL von der NGL-Hauptkasse mit einkassiert. Letztere verpflichtet sich die Beiträge monatlich an die NGL-Mutualitätskasse zu überweisen.

Art. 33.- Der Beitrag der Ehrenmitglieder ist auf 3,72 Euro pro Jahr festgelegt. Dieser Beitrag wird vom Kassierer der NGL-Mutualitätskasse einkassiert.

Art. 34.- Der unter Artikel 7 vorgesehene Ehepartner eines wirklichen Mitgliedes erhält folgende Leistungen:

- a) Bei einem jährlichen Beitrag von 3,72 Euro werden die Leistungen der Artikel 40 und 41 ausbezahlt.
- b) Bei einem monatlichen Beitrag von 0,75 Euro werden sämtliche Leistungen ausbezahlt.

Kapitel VI - Leistungen der Mutualitätskasse

A) Allgemeine Bedingungen

Art. 35.- Um Anrecht auf die von der NGL-Mutualitätskasse gewährten Leistungen zu erhalten, müssen die Mitglieder dieser Kasse seit wenigstens 12 Monaten ununterbrochen angehören.

Ausserdem muß jedes betreffende Mitglied oder ein direkter Familienangehöriger unverzüglich das Sekretariat der NGL-Mutualitätskasse in Ehlingen benachrichtigen. Den ausgetretenen Mitgliedern, welche in einem Zeitraum von weniger als 12 Monaten der NGL-Mutualitätskasse wieder beitreten, werden die früheren Mitgliedschaftsperioden angerechnet.

B) Unterstützung bei der Geburt eines Kindes

Art. 36.- Bei der Geburt eines Kindes eines wirklichen Mitgliedes werden folgende Leistungen ausgezahlt:

- a) Bei der Geburt 125 Euro.
- b) Bei Todgeburt wird derselbe Betrag wie in Punkt a) ausbezahlt.
- c) Bei Mehrlingsgeburten wird für jedes Kind derselbe Betrag wie in Punkt a) ausbezahlt.
- d) Die Adoption ist der Geburt gleichgestellt bis zur Vollendung des 5. Lebensjahres des betreffenden Kindes.
- e) Sind beide Eltern wirkliche Mitglieder, dann verdoppelt sich der auszuzahlende Betrag.

C) Unterstützung bei Arbeitsunfähigkeit

Art. 37.- Während einer Arbeitsunfähigkeit, die durch Krankheit oder Unfall bedingt ist und die mindestens drei Monate andauert, erhält das wirkliche Mitglied eine Unterstützung von 50 Euro. Die Unterstützung kann nur einmal in einem Zeitraum von 12 Monaten gewährt werden, welcher ab dem ersten Tag der Arbeitsunfähigkeit gerechnet wird.

D) Freizeitunfallversicherung

Art. 38.- Erbringt ein wirkliches Mitglied den Beweis, daß es einen Unfall in der Freizeit erlitten hat, so hat es Anrecht auf eine Freizeitunfallentschädigung von maximal 3000 Euro, welche wie folgt berechnet wird:

- a) Im Falle dauernder Arbeitsunfähigkeit als Unfallfolge, zahlt die NGL-Mutualitätskasse die volle Entschädigung die unter Absatz 1 dieses Artikels vorgesehen ist.
- b) Bei dauernder Teilinvalidität als Unfallfolge wird diese Entschädigung nach folgendem Modus ausbezahlt (3000 Euro entsprechen 100 %):

Verlust beider Augen 100 %, vollständige Amputation beider Arme oder Hände 100 %, vollständige Amputation beider Beine oder Füße 100 %, Amputation einer Hand und eines Fusses 100 %, Amputation eines Armes und eines Beines 100 %, Amputation eines Oberschenkels 60 %, Amputation eines Beines oberhalb des Knies 50 %, Amputation eines Fusses 40 %, Verlust eines Auges mit oder ohne Enukleation 50 %, Ablation des Unterkiefers 30 %, Amputation eines großen Zehes, Amputation einer anderen Zehe 5 %, totale Amputation des Daumens 20 %, totale Amputation des Zeigefingers 16 %, totale Amputation eines anderen Fingers 10 %. Die Festsetzung des permanenten Invaliditätsgrades erfolgt aufgrund des konsolidierten Zustandes des Opfers, spätestens jedoch zum Zeitpunkt von zwei Jahren vom Unfalltag an gerechnet.

E) Pensionszuschuß

Art. 39.- Bei Erhalt einer Alters- oder Invalidenpension oder beim Erreichen des 60. Lebensjahres, erhält das wirkliche Mitglied einen einmaligen Pensionszuschuß von maximal 225 Euro. Diese Leistung ist wie folgt gestaffelt:

Nach einem Jahr Mitgliedschaft in der NGL-Mutualitätskasse 25 Euro,
nach 5 Jahren 50 Euro,
nach 10 Jahren 75 Euro,
nach 15 Jahren 100 Euro,
nach 20 Jahren 125 Euro,
nach 25 Jahren 150 Euro,
nach 30 Jahren 175 Euro,
nach 35 Jahren 200 Euro, und
nach 40 Jahren 225 Euro.

F) Sterbegeld

Art. 40.- Die Auszahlung des Sterbegeldes erfolgt an diejenige Person, welche nachstehende Belege vorlegen kann;

- 1) einen Totenschein
- 2) die bezahlten Begräbniskostenbelege. Im Zweifelsfalle ist der Verwaltungsrat berechtigt einen gültigen Nachweis über die Empfangsberechtigung zu verlangen.

In Ermangelung eines Empfangsberechtigten übernimmt der Verwaltungsrat die Beerdigungskosten in Höhe des Sterbegeldes. Ein eventueller Restbetrag verbleibt der NGL-Mutualitätskasse.

Art. 41.- Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes, wird die unter Artikel 40 vorgesehene Leistung nach folgender Staffelung ausbezahlt:

nach einer Mitgliedschaft von einem Jahr:	250 Euro
5 Jahren:	300 Euro
10 Jahren:	350 Euro
15 Jahren:	400 Euro
20 Jahren:	450 Euro
25 Jahren:	500 Euro
30 Jahren:	550 Euro
35 Jahren:	600 Euro
40 Jahren:	650 Euro.

G) Sterbegeld im Falle eines Todes durch Arbeitsunfall

Art. 42.- Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes, welcher durch Arbeitsunfall verursacht wurde, ist der doppelte Betrag, der Sterbeunkostenbeihilfe von der Mutualitätskasse geschuldet. Es wird in diesem Falle die erste Hälfte sofort ausbezahlt. Die zweite Hälfte wird erst nach Vorlegen des Unfall-Anerkennungsschreibens seitens der Unfallversicherungsanstalt ausbezahlt.

Art. 43.- Bei einer Blumen- oder Geldspende einer NGL-Regionalsektion anlässlich des Todes eines wirklichen Mitgliedes, wird eine maximale Beteiligung von 40 Euro gewährt.

Kapitel VII - Das Vermögen der NGL-Mutualitätskasse

Art. 44.- Das Vermögen der NGL-Mutualitätskasse besteht aus:

- a) den Beiträgen der wirklichen Mitglieder
- b) den Beiträgen der Ehrenmitglieder
- c) den Staats- und Gemeindesubsidien
- d) den aussergewöhnlichen Einnahmen (Schenkungen, Vermächtnisse, usw.)
- e) dem Reservefonds und dessen Verzinsung
- f) Anteile aus Immobilien und Mieteinkünften.

Die überschüssigen Gelder sind zinsbringend gemäß dem Gesetz anzulegen. Die Mutualitätskassengelder dürfen in keinem Falle zu einem anderen als in den Statuten vorgesehenen Zweck verwendet werden.

Art. 45.- Der NGL-Hauptvorstand übernimmt die Bürgschaft für die von der NGL-Mutualitätskasse auszahlenden Leistungen.

Kapitel VIII - Statutenumänderungen, Auflösung, Liquidierung, Schlichten etwaiger Streitigkeiten

Art. 46.- Jeder Antrag auf Umänderung der Statuten muß dem Verwaltungsrat unterbreitet werden. Eine Statutenumänderung ist nur durch eine ausserordentliche Generalversammlung zulässig. Um gültig zu sein, unterliegen die Beschlüsse dieser Generalversammlung den Bestimmungen des Artikel 3 des großherzoglichen Reglementes vom 31. Juli 1961 über die Tätigkeit der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, sowie es abgeändert wurde durch Art. 1 des großherzoglichen Reglementes vom 8. März 1967.

Art. 47.- Die Mutualitätskasse kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit ihrer Mittel auflösen. Die Auflösung kann nur erfolgen gemäß den Bestimmungen von Art. 8 des großherzoglichen Reglementes vom 31. Juli 1961 sowie es abgeändert wurde durch Art. 2 des großherzoglichen Reglementes vom 8. März 1967.

Art. 48.- Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche innerhalb der NGL-Mutualitätskasse, entweder zwischen den Mitgliedern oder zwischen diesen und dem Vorstand entstehen, werden immer durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichtern geschlichtet.

Sind die beiden Schiedsrichter geteilter Ansicht, so ernennen sie einen dritten, dessen Entscheidung endgültig ist. Falls diese sich nicht auf einen dritten einigen können, so ernennt ihn der Präsident des „Conseil Supérieur de la Mutualité“.

Arrêté ministériel du 2 avril 2003 portant nomination des membres du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes ».

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

Vu le règlement grand-ducal du 14 octobre 2002 arrêtant la composition, l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes ».

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres effectifs du groupe de travail pour une durée de un an:

- Monsieur Robert Schmit, Directeur adjoint, délégué de l'Administration de l'Environnement,
- Monsieur Jean-Jacques Erasmy, Directeur, délégué de l'Administration des Eaux et Forêts,
- Monsieur Mike Wagner, Conseiller de gouvernement, délégué du Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme,
- Monsieur Georges Molitor, Directeur adjoint à l'administration des Ponts & Chaussées, délégué du Ministère des Travaux Publics,
- Monsieur Gilbert Bleser, Ingénieur Industriel, délégué du Ministère de l'Economie.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants du groupe de travail pour une durée de un an:

- Monsieur Serge Less, Ingénieur, délégué de l'Administration de l'Environnement,
- Monsieur Frank Erasmy, ingénieur chef de division auprès du service CN, délégué de l'Administration des Eaux et Forêts,
- Monsieur Marc Sünnen, Attaché de gouvernement, délégué du Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme,
- Monsieur Francis Medinger, Ingénieur-conducteur principal, délégué du Ministère des Travaux Publics,
- Monsieur Guy Arend, Inspecteur principal 1^{er} en rang, délégué du Ministère de l'Economie.

Art. 3. Les fonctions de président sont assumées par Monsieur Robert Schmit, préqualifié.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 avril 2003.

Le Ministre de l'Intérieur,

Michel Wolter

Administration des Contributions. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 4 avril 2003, Madame Denise Lang, épouse Belli, inspecteur au service d'imposition de l'administration des contributions, a été nommée inspecteur principal à la même administration et affectée au bureau d'imposition Luxembourg 2 de la section des personnes physiques.

Par arrêté grand-ducal du 4 avril 2003, Madame Sylvie Schon, inspecteur principal au service de recette de l'administration des contributions, a été nommée inspecteur principal 1^{er} en rang à la même administration avec effet au 1^{er} mai 2003 et affectée au bureau de recette Luxembourg.

Entreprise des Postes et Télécommunications. – Conditions Générales (Publication prescrite par l'article 7 de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications).

Le Conseil d'Administration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications vient de modifier les conditions générales applicables aux services postaux. Comme prévu par la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux, les conditions générales modifiées ont été approuvées par l'Institut Luxembourgeois de Régulation.

Les conditions générales modifiées entrent en vigueur le 1^{er} mai et sont à la disposition du public dans tous les bureaux de poste.

Huissiers de justice. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 4 avril 2003, démission honorable de ses fonctions d'huissier de justice à Luxembourg a été accordée sur sa demande à Monsieur *Pierrot Frisch*.

Par le même arrêté grand-ducal le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur *Pierrot Frisch*.

Huissiers de justice. – Vacance de poste. – Pour le poste d'huissier de justice vacant à Luxembourg, les demandes sont à faire parvenir au Ministère de la Justice dans le délai de deux semaines à partir de la présente publication. Les demandes doivent être accompagnées d'une notice biographique indiquant notamment les dates d'examen et les postes déjà occupés.

Indice des prix à la consommation au 1^{er} mars 2003. – L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 est de **651.88** au 1^{er} mars par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} mars 2003 à **647.10**.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 2 avril 2003 l'agrément a été accordé jusqu'au 15 juillet 2003 à la société à responsabilité limitée «Crèche Les p'tits Malins» ayant son siège à L-8035 Strassen, pour l'exercice de l'activité «crèche» à l'adresse suivante: 4, rue des Oeillets, L-8035 Strassen.

Etant donné que l'aménagement de l'extérieur n'a pas pu être réalisé dans les mêmes délais que l'infrastructure proprement dite, l'agrément est accordé pour une durée limitée.

L'arrêté ministériel du 2 avril 2003 remplace celui du 19 mai 2000.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 10152000.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 2 avril 2003, Monsieur le Dr. Bernhard *Adolph*, né le 20.8.1951, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en ophtalmologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 avril 2003, Monsieur le Dr. Frédéric *Walter*, né le 6.8.1966, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en radiodiagnostic au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 avril 2003, Monsieur Bernard *Dombret*, né le 16.5.1965, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Santé. – Médecine vétérinaire. – Par arrêté ministériel du 2 avril 2003, Monsieur Pit *Ihry*, né le 30.5.1978, a été autorisé à exercer la profession de médecin-vétérinaire au Luxembourg.
